

**Vincent Lemire, spécialiste du conflit israélo-palestinien :
« J'ai l'impression d'être un urgentiste de l'histoire »**

Julie Connan, La Croix, le 4 octobre 2025

En 2022, Vincent Lemire rencontre un grand succès avec la publication d'*Histoire de Jérusalem* en bande dessinée, illustré par Christophe Gaultier. Historien et spécialiste de l'histoire du conflit israélo-palestinien, Vincent Lemire a vu son champ de recherche percuté de plein fouet par les attaques du 7-Octobre et leurs conséquences vertigineuses. *L'Hebdo* a souhaité l'entendre sur ce rapport entre la tragédie immédiate et la temporalité académique. Très présent dans les médias, il explique comment il tente de « servir l'histoire en fabriquant de la distance en direct ».

La Croix L'Hebdo : Imaginez-vous après le 7-Octobre que la guerre ferait encore rage deux ans plus tard ?

Vincent Lemire : Le 7 octobre 2023, j'ai immédiatement pensé et écrit qu'on avait basculé dans un nouvel acte de la tragédie israélo-palestinienne. Le premier acte (1897-1917), c'était la genèse des projets nationaux concurrents. Le deuxième acte (1917-1947) fut marqué par des confrontations sporadiques sous tutelle internationale. Au troisième acte (1947-1987), on a assisté à des guerres conventionnelles entre États. Le quatrième acte (1987-2023) s'est traduit par une « repalestinisation » du conflit, avec une alternance d'intifadas (« soulèvements ») et de négociations (le processus d'Oslo). Aucune de ces références historiques ne correspondait à ce que nous étions en train de vivre. Ce n'était donc pas un tournant, mais le cinquième et dernier acte, celui du dénouement. Par contre, je n'imaginais pas que, deux ans après, on serait dans cette situation atroce où le nombre de morts finit par nous anesthésier, ce qui accélère d'ailleurs la fuite en avant de Netanyahu. Il faut donc trouver le moyen de faire parler ces chiffres, en les regardant autrement. Par exemple, les données de l'armée israélienne indiquent que plus de 80 % des morts de Gaza sont des civils, dont une grande partie de femmes et d'enfants. Ce sont des chiffres sans aucune comparaison possible avec d'autres guerres : en Syrie, on a dénombré 29 % de civils parmi les morts, au Soudan 23 %, en Ukraine 10 %, en Afghanistan 8 %. Les seuls chiffres comparables, dans les conflits récents, c'est Srebrenica ou le Rwanda. Dans les deux cas, [les juristes internationaux ont constaté une situation génocidaire](#).

Pourquoi lui

Il nous avait éclairés en juin 2023 dans le cadre du dossier « Jérusalem en dix cartes ». Vincent Lemire était alors en poste dans la Ville sainte à la tête du Centre de recherche français à Jérusalem et du projet européen « Open Jerusalem ». Un univers de fouilles, d'archives et de temporalités longues. Quelques semaines après son retour en France, le 7 octobre 2023 éclate. Le chercheur jusque-là discret, mais porté par le succès colossal de son *Histoire de Jérusalem* en BD (Les Arènes, 2022), enchaîne dès lors les radios, les plateaux de télévision, les tribunes, comme dernièrement celle coécrite avec Élie Barnavi pour demander à Emmanuel Macron des sanctions contre Israël. Comme investi d'une mission, il entend éclairer et participer au débat. Mais l'arène médiatique peut être cruelle. Et la pédagogie rapidement balayée par la polémique ou le pugilat. Alors nous avons voulu savoir comment l'historien appréhendait la tourbillonnante immédiateté et esquivaient les coups. À l'écouter, garder son cap et son sang-froid est un sport de combat.

Comment documentez-vous le flot des événements ?

Je me sens comme embarqué dans un train devenu fou et privé de ses freins. Je ne pourrai en descendre que quand il se sera arrêté, ou qu'il aura assez ralenti. Pour l'instant, ce n'est pas le cas. Alors j'essaie, pour mon équilibre psychique, de documenter deux ou trois fois par semaine ce qu'il s'est passé d'important, en publiant notamment sur les réseaux sociaux. Cela me sert de carnet de notes. Car deux années aussi denses, c'est déjà un chapitre d'histoire. Et le nombre de [seuils d'horreur que l'on franchit chaque semaine est inimaginable](#).

En fait, c'est comme si mon terrain de recherche m'avait explosé à la figure. Lors de mon dernier séjour à Gaza, en juin 2023, j'avais organisé un colloque itinérant de Gaza à Jérusalem-Ouest, en passant par Ramallah. Et il y a quelques mois, dans le cadre d'une expertise que je faisais pour le programme d'évacuation « Pause », je suis tombé sur le nom et la photo d'un collègue palestinien qui avait participé à ce colloque à Gaza. J'essaie toujours de rester le plus professionnel et le plus détaché possible, mais quand j'ai vu son visage et son CV, un mur s'est brutalement écroulé entre la tragédie immédiate et la temporalité académique. Impossible, aussi, de mettre totalement de côté mes affects dans mes relations avec les collègues et amis israéliens, qui traversent une période si difficile et si obscure. Impossible, finalement, de ne pas vivre ce moment dans sa totalité. Alors j'essaie de le faire avec ma compétence : je documente, j'archive, je contextualise.

« Dans un contexte si dramatique, je me dis que toute attaque personnelle est obscène, et qu'elle ne salit que celui qui la profère. » Quel sens donnez-vous à votre présence dans les médias ?

J'essaie de servir l'histoire, qui reste ma discipline, en fabriquant de la distance en direct. Mais ça ne marche pas toujours. J'ai parfois l'impression d'être un urgentiste de l'histoire : je dois opérer à vif, au beau milieu du champ

de bataille, dans des conditions totalement impropres à un débat serein, sans avoir le choix de faire autrement. Comme si j'étais d'astreinte ou « de permanence », face à une situation d'extrême urgence.

Avez-vous déjà regretté une parole publique ?

Oui, bien sûr. Je me souviens d'une émission télévisée au cours de laquelle j'ai utilisé le mot « gamins » pour parler [des soldats israéliens](#) qui se filmaient en train de vandaliser des maisons palestiniennes ou de se déguiser avec des habits de femmes. J'ai insisté sur le fait que les jeunes des milieux populaires étaient surreprésentés dans la sociologie actuelle de l'infanterie israélienne. J'ai ajouté que Benyamin Netanyahu et l'état-major étaient les premiers responsables, car c'est à eux que revient la responsabilité politique. Mais cela a été mal perçu, comme si le mot « gamins » déresponsabilisait complètement ces soldats, et je comprends cette réaction. Je n'aurais pas dû prononcer cette phrase.

Vous avez aussi subi des attaques très dures... Comment ne pas perdre sa boussole scientifique ?

En revenant toujours vers les enjeux réels, c'est-à-dire vers les otages israéliens à Gaza et vers les familles palestiniennes sous les bombes. Face à de telles horreurs, ces attaques n'ont strictement aucune importance. C'est simplement un risque à assumer quand on accepte d'intervenir dans des conditions aussi dégradées. Dans un contexte si dramatique, je me dis que toute attaque personnelle est obscène, et qu'elle ne salit que celui qui la profère. Cela étant dit, si ces insultes glissent sur ma conscience, mon corps s'exprime : il m'est arrivé de sortir de plateaux de télévision difficiles pendant lesquels j'étais resté calme et pédagogue, et d'être pris soudainement d'une immense douleur dans le ventre, dans le dos, ou d'une brutale envie de vomir.

Cela a été le cas après une émission du soir à laquelle participait un avocat de Benyamin Netanyahu, qui invectivait les invités sans gagner la bataille des arguments. Pendant l'émission, exaspéré, il m'a dit : « *Vous, ce que vous aimez, c'est les Juifs en pyjama rayé.* » Il y a eu un énorme silence et je lui ai répondu : « *Je vais faire comme si vous n'aviez pas prononcé cette phrase.* » Il l'a répétée, et je lui ai redit que j'allais ignorer cette infamie. L'insulte était insupportable, mais je sais que le but de ce genre d'attaque est précisément de faire déraiser le débat. Identifier le piège à l'avance peut aider à ne pas tomber dedans.

Il vous arrive aussi, comme dans votre lettre écrite avec Élie Barnavi début août, d'interpeller le président Macron...

Comme le président de la République, je suis payé par l'argent public et je suis au service de l'État. En tant que professeur d'université, j'ai des responsabilités vis-à-vis de mes étudiants, mais aussi vis-à-vis du débat public et de la décision publique. J'interagis donc avec la sphère politique, publiquement ou de façon plus discrète. Depuis l'automne 2024, avec d'autres, je suis régulièrement reçu à l'Élysée pour des temps d'échange et de dialogue. Dans les semaines et les mois qui ont précédé la décision de reconnaître la Palestine, j'ai accepté d'être associé à cette réflexion, pour consolider les arguments en faveur de cette décision historique.

Que signifie justement la reconnaissance de l'État de Palestine par la France ?

Depuis longtemps, je ne crois plus que deux États strictement disjoints, avec deux territoires complètement étanches et deux populations totalement séparées, puissent coexister dans le contexte actuel. En revanche, je reste persuadé que les 7 millions de Palestiniens qui vivent entre la mer Méditerranée et le Jourdain ont tous besoin d'un État. Comme tous les habitants de la planète, ils ont besoin d'un passeport et d'une citoyenneté, car ils ont besoin d'être représentés, protégés et contrôlés. Sans État, les Palestiniens sont apatrides et réfugiés, et c'est précisément ce qui fabrique le terrorisme. Le 22 septembre, Emmanuel Macron a enfin [rouvert une perspective politique](#) à moyen et long terme, une perspective crédible et indispensable.

Cette reconnaissance n'est donc pas seulement symbolique ?

Non, car elle aura [des conséquences juridiques et diplomatiques majeures](#), pour l'État palestinien et pour ses citoyens. Des centaines de milliers de Palestiniens vont avoir un passeport reconnu par quatre membres permanents du Conseil de sécurité et par trois États du G7. Un passeport reconnu, c'est une protection. Cela aura aussi un effet concret sur les capacités diplomatiques de l'Autorité palestinienne. Souvenons-nous du général de Gaulle à Londres en 1940 : il ne contrôlait ni son territoire ni son armée, mais le fait qu'il soit reconnu comme représentant légitime du peuple français a évidemment conforté son action diplomatique.

« Face à la situation effroyable à Gaza, le président Macron doit envisager des sanctions contre Israël. »

Vous jugez pourtant que ce n'est pas suffisant. Pourquoi ?

La reconnaissance de l'État de Palestine [perd toute consistance si on laisse mourir ses citoyens](#). Cette reconnaissance engage moralement et politiquement la France, qui a pris la tête du mouvement. Face à la situation effroyable à Gaza, le président Macron doit envisager des sanctions contre Israël. Dix-huit trains de sanctions européennes ont été pris contre la Russie, sans grand succès contre ce pays subcontinental, mais aucun contre Israël, alors que son isolement géographique les rendrait immédiatement perceptibles, dans tous les magasins du pays.

Cela entérinerait l'échec d'un dialogue avec le pouvoir israélien...

Oui, car il faut arrêter de faire de la pédagogie avec le gouvernement fasciste de Benyamin Netanyahu, qui par définition ne comprend que la force. Il faut donc créer un rapport de force, pour montrer aux Israéliens, gouvernants et citoyens, qu'il y aura un prix à payer. Le rétablissement d'un visa à l'entrée de l'Union européenne pourrait par exemple se décider rapidement. Si les Israéliens qui voyagent en Europe doivent déposer une demande de visa, comme les Marocains et les Algériens, ils comprendront que les opérations militaires à Gaza auront des conséquences sur leur quotidien. Sans faire basculer leur idéologie, cela peut renverser leur calcul bénéfices/risques.

Il faut rester à l'initiative face au gouvernement Netanyahu. Si on joue en défense, il continuera de provoquer, comme il l'a fait au mois d'août dans sa lettre adressée à Emmanuel Macron pour l'accuser de nourrir l'antisémitisme. Nous ne pouvons pas nous contenter de répondre aux provocations.

Par « nous », vous parlez de la France ? De l'Europe ?

L'Europe est une construction juridique et politique fondée sur le droit international. Si le règne de la force l'emporte, sous les coups de boutoir de Poutine, Trump et Netanyahu, l'Europe disparaît, purement et simplement. Ce qui se passe actuellement à Gaza renverse les postulats établis après 1945 pour reconstruire un monde habitable, c'est-à-dire un monde fondé sur le pari du droit. Actuellement, la survie de l'Europe passe donc par l'Ukraine, mais aussi par Gaza. Et la France, seul État de l'Union européenne à disposer d'un siège permanent au Conseil de sécurité, seule armée nucléaire également, a dans ce contexte une responsabilité toute particulière.

Il y a pourtant un certain immobilisme face à la tragédie de Gaza...

Les citoyens et les médias ont fait leur travail de conscientisation. Ils ont pris la mesure de ce qui se passe. Mais les diplomates sont en retard. L'Europe est en train d'assister à l'anéantissement de tout le cadre juridique et politique élaboré après 1945 grâce à de Gaulle et Adenauer, qui avaient décidé de concrétiser le « plus jamais ça » au sein d'une forme géopolitique concrète. Le droit international n'est pas seulement une notion théorique et abstraite, c'est un outil concret pour empêcher que les États recourent aux guerres et aux massacres pour régler leurs différends. L'Europe bouge, elle prend conscience de tout ce que j'énonce ici, mais trop lentement, comme toujours. Cela dit, souvenons-nous du mouvement international contre l'apartheid en Afrique du Sud : les premières sanctions ont été décidées en 1961, et l'apartheid n'a été aboli qu'en 1991. Il faut donc être persévérant.

Y a-t-il des de Gaulle et Adenauer israéliens et palestiniens pour envisager une future réconciliation ?

Côté palestinien, du fait des errements de l'Autorité palestinienne, la maturation politique est intense, dans la jeunesse, mais aussi parmi d'anciens cadres. Je pense bien sûr à [Marwan Barghouti](#) qui est le « Mandela palestinien ». C'est un grand intellectuel, un militant aguerri, il a une forte légitimité parce qu'il a participé à la lutte armée pendant la deuxième Intifada. Il a réfléchi aux conditions d'une possible réconciliation des cœurs entre Palestiniens et Israéliens.

« Il faut se battre contre l'idée d'un “conflit éternel”, car c'est un discours déresponsabilisant. »

Côté israélien, toute une partie de la société a perdu sa boussole et risque de suivre des nouveaux leaders politiques qui seront peut-être pires encore que Benyamin Netanyahu ou Bezalet Smotrich (*ministre des finances, chef du parti Mafdal – Sionisme religieux, NDLR*). Mais, en tant qu'historien, je sais aussi qu'une partie de la société civile prend conscience du suicide collectif dans lequel l'extrême droite cherche à entraîner le pays. De ce point de vue, Yaïr Golan (*chef du Parti travailliste, NDLR*) est une figure émergente intéressante. Le pire n'est jamais certain. L'histoire nous l'enseigne, et il faut se battre contre l'idée d'un « conflit éternel », car c'est un discours déresponsabilisant.

Et des périodes de coexistence heureuse ont existé entre populations arabes et juives. À quand faut-il remonter pour en retrouver à Gaza ?

Jusqu'en 1948, Gaza était le jardin d'Éden et le grenier de toute la région. Pendant la période ottomane, quand il y avait une famine à Jérusalem, on écrivait au gouverneur de Gaza pour qu'il expédie des pastèques, du blé et des fruits ! Et puis les grandes routes commerciales entre l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Europe passaient par Gaza. C'était donc un foyer de cultures, d'échanges et de plurilinguisme exceptionnel. Ensuite, jusqu'à la deuxième Intifada (2005), les populations circulaient assez librement entre Gaza et le territoire israélien. Comme 80 % des habitants de Gaza sont des réfugiés de toute la Palestine, ils allaient voir leurs familles à Hébron, à Naplouse ou à Jéricho.

Et ce sont justement ces réfugiés qui ont fait de Gaza le bastion de la résistance palestinienne. Les réfugiés sont toujours plus enclins à militer et à se battre que les héritiers et les fils de famille. Gaza est donc encore plus qu'une « société résistante », on pourrait dire que c'est une résistance transformée en société. Par résistance, il ne faut pas seulement entendre lutte armée ou attentats. Il faut aussi penser aux mères de famille qui, pour la dixième fois en deux ans, transportent toute leur famille et leur vie sur le dos. Dans la situation actuelle, très peu de sociétés au

monde seraient capables de tenir sans s'entretuer. Mais, du fait de la longue histoire de Gaza, le tissu social résiste, il pourra donc se reconstruire si on lui en donne la possibilité.

Cette guerre a-t-elle bousculé votre travail de pédagogue ?

Dans les semaines qui ont suivi le 7-October, mes étudiants et les élèves des lycées dans lesquels je suis intervenu attendaient des réponses, sans être vindicatifs. La jeune génération s'est bien mieux comportée que les adultes. Le monde éducatif a plutôt bien tenu.

Les tensions à Sciences Po étaient complètement logiques. Qu'il y ait du militantisme dans les universités est normal. La direction de Sciences Po a commis une grossière erreur après le 7-October, en interdisant les débats au sein de l'établissement. La stratégie a été entièrement revue à la rentrée 2024, avec la mise en place d'un cycle de 12 conférences sur le conflit israélo-palestinien. J'ai été chargé de la conférence inaugurale, qui s'est très bien passée. Dans l'amphi, il y avait des keffieh et des kippas. En fait, il faut parfois assumer sa position de sachant, c'est-à-dire d'enseignant, ce que les étudiants respectent totalement.

Et les enfants ?

Comme le Covid ou les attentats de 2015, cette guerre fait partie des méga-événements qui impactent intensément les enfants. Même s'ils restent souvent silencieux, cela ne veut pas dire qu'ils ne sont pas traumatisés. Ils sont en attente d'une parole adulte et nuancée. Il faut donc être attentif, à l'écoute. Et laisser les adolescents parler avec leur cœur et leurs tripes, sans immédiatement censurer ces émotions. Il faut aussi trouver le bon support pour laisser s'exprimer ces sensibilités, ce qui explique en partie le succès de ma bande dessinée Histoire de Jérusalem, car la BD nous ramène toujours vers l'enfance et vers nos premières émotions.

Vincent Lemire en aparté. Ses dates

1973 Naissance à Paris.

1988 Milite au sein du Mouvement des jeunes socialistes pour la réélection de François Mitterrand.

1998 Agrégation d'histoire.

2001-2011 Coanimateur de l'émission de radio « Rembobinage » sur Radio Aligre.

2006 Thèse sur l'eau à Jérusalem.

2008 Maître de conférences à l'université Paris-Est Marne-la-Vallée.

2019-2023 Directeur du Centre de recherche français à Jérusalem, sous la double tutelle du CNRS et des affaires étrangères.

2022 Publication d'*Histoire de Jérusalem* en bande dessinée, illustré par Christophe Gaultier (Les Arènes, 256 p., 27 €).

2023 Professeur à l'université Gustave-Eiffel.

2024 Publication d'*Israël/Palestine. Anatomie d'un conflit* avec Thomas Snégaroff (Les Arènes, 136 p., 17 €), et de la série du même nom, de six épisodes, du podcast « En 6 dates clés », sur [radiofrance.fr](https://www.radiofrance.fr).

2025 *Atlas historique du Moyen-Orient*, avec Héloïse Kalebka (Les Arènes, 192 p., 25 €).

Un lieu : *Istanbul*

« Mon fils de 20 ans y fait actuellement ses études. J'y ai passé beaucoup de temps lorsque je travaillais sur les archives ottomanes pour le projet www.openjerusalem.org. C'est une ville fascinante, démesurée, ouverte aux quatre vents de l'histoire et de la géographie. »

Un livre : *Le Très-Bas*, de Christian Bobin

« Je crois que j'ai lu tous les livres de Christian Bobin. Après tant d'années passées à Jérusalem au milieu des croyances tonitruantes, celui-ci me parle tout particulièrement, car il interroge la foi chrétienne comme une inlassable quête du minuscule, de l'absence et du silence. » (*Folio*, 132 p., 5,80 €)

Un film : *Manon des sources*, de Claude Berri

« Je l'ai vu à sa sortie, en 1986, à l'âge de 13 ans, et j'ai dû le revoir une vingtaine de fois depuis. L'immense Yves Montand me fait encore pleurer. C'est peut-être ce film qui m'a entraîné à travailler pendant huit ans sur les sources d'eau à Jérusalem, pour ma thèse ! Les points d'eau m'ont toujours envoûté, comme s'ils conservaient nos rires d'enfance, comme s'ils pouvaient raconter toute la jeunesse du monde. »